



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Etablissement public à caractère administratif (EPA)

OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE

Direction Générale :

12, Cours Louis Lumière – 94300 VINCENNES

Direction Générale Déléguée Ressources – Direction des Finances - Service Commande Publique

Site de Saint-Benoist - 5, rue Saint Thibault– 78610 AUFFARGIS

Téléphone : 01.30.46.60.00

OBJET DE LA CONSULTATION :

2024-63

Réalisation des suivis des oiseaux marins nicheurs (effectifs et production en jeunes) en Manche-mer du nord et Atlantique, selon le programme de surveillance « Oiseaux Marins » de la DCSMM

Procédure d'appel d'offre ouvert en application des articles

R2124-2 1°, L2113-10, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019

1	OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	3
2	DURÉE DU MARCHÉ ET DURÉE D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE.....	4
3	DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
4	MODALITÉS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
5	OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES.....	5
6	TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES ET RGPD.....	6
7	PRIX.....	6
8	MODALITÉS DE PAIEMENT	7
9	SOUS-TRAITANCE.....	8
10	CONFIDENTIALITÉ	9
11	PENALITÉS	9
12	RESILIATION	10
13	ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES	10
14	ÉVOLUTIONS DE LA SOCIÉTÉ, REDRESSEMENT ou liquidation judiciaire	11
15	ASSURANCES	11
16	LITIGES - ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	11
17	DEROGATION AU CCAG-FCS	12

L'OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ

L'Office français de la biodiversité (OFB) créé le 1er janvier 2020 est établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique, de l'Energie, du Climat et de la Prévention des risques et du ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de la Forêt.

Il exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Il vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Il a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issu du regroupement de l'Agence française pour la Biodiversité et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, l'OFB est composé d'environ 2 800 agents répartis sur l'ensemble du territoire français, en métropole et outre-mer.

1 OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Il s'agit de mettre en œuvre différents suivis prévus dans le Programme de surveillance (PDS) de la Directive Cadre Stratégique pour le Milieu Marin (DCSMM) afin de renseigner les indicateurs d'abondance et de distribution des oiseaux marins et côtiers des façades Manche et Mer du Nord pour évaluer le bon état des populations.

Les suivis concernés sont le suivi des oiseaux marins nicheurs (effectifs reproducteurs, production en jeunes, macrodéchets dans les nids pour les cormorans).

Les prestations attendues dans le cadre du présent marché sont explicitées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Allotissement, procédure et forme du marché

1.2.1 Allotissement

Le présent accord-cadre n'est pas alloti en raison de l'unicité de la prestation qui ne peut faire intervenir plusieurs titulaires différenciés.

1.2.2 Procédure et forme

La présente consultation est une procédure formalisée par appel d'offres ouvert en application des articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Le marché est un marché à bons de commande, mono-attributaire à prix unitaires et forfaitaires.

Il s'exécutera au fur et à mesure de l'émission des bons de commandes conformément aux dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 dudit code.

1.3 Montant de l'accord-cadre

Le montant du marché est exprimé avec un montant maximum de 995 000 € HT sur la durée totale du marché.

2 DUREE DU MARCHE ET DUREE D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre démarre à compter de sa notification jusqu'au 30 septembre 2028. A titre indicatif, la date de notification prévisionnelle est le 28 février 2025.

La durée d'exécution des bons de commande est précisée sur chacun d'eux. A titre indicatif et non contractuel, il est prévu l'émission d'un bon de commande couvrant les 3 postes du BPUF pour chaque année de suivis (durée d'exécution d'environ 14 mois), soit 3 bons de commande sur la durée totale du marché.

3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe, le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et réputé connu par le titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique du titulaire (mémoire technique).

Le CCAG-FCS est téléchargeable sur le site du MINEFI : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

Est réputé non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du présent CCAP, du CCTP ou CCAG-FCS.

4 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Correspondants et remplacements des intervenants

Le titulaire met à disposition de l'OFB une équipe dédiée, présentée dans son mémoire technique.

En cas de changement d'un des intervenants dont la présence est indiquée dans la réponse au marché, le titulaire doit en avertir l'OFB, par lettre recommandée avec avis de réception, et lui présenter le profil du nouvel intervenant.

4.2 Moyens de communication

Les échanges se font prioritairement par mail et pour les échanges qui font courir un délai, la date de commencement de ce délai est la date figurant sur l'accusé de lecture du mail.

4.3 Obligations de confidentialité

Le candidat reconnaît que toutes les informations divulguées pendant la durée de la consultation demeurent la propriété exclusive de l'OFB et, par conséquent, le candidat reconnaît que toute divulgation non autorisée de cette information confidentielle par l'OFB peut causer des dommages sérieux à celle-ci.

Par conséquent, le candidat s'engage envers l'OFB afin de protéger ses intérêts, à :

- a) utiliser l'information divulguée uniquement aux fins pour lesquelles elle a été divulguée ;
- b) ne pas permettre à un tiers d'avoir accès à cette information sauf dans les cas où une divulgation de celle-ci s'avère nécessaire à la réalisation de l'objet de sa divulgation ;
- c) prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d'information à un tiers devient nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-ci en requérant de la part du tiers un

engagement de confidentialité visant à assurer le même régime de protection de cette information que celui prévu aux présentes ;

d) prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l'accès à ladite information.

Tous les documents et informations confiés ou diffusés au prestataire sont confidentiels, le prestataire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits et informations dont il pourra avoir connaissance au cours de l'exécution de sa mission et s'interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'OFB.

Conformément à l'article 5.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre.

Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le non-respect de ces obligations relatives à la confidentialité peut entraîner une résiliation pour faute du présent marché.

4.4 Prolongation du délai d'exécution

Il est fait application de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5 OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

5.1 Obligations du titulaire

5.1.1 Obligation de résultat s'agissant des livrables et des délais

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché.

Cette obligation porte notamment sur les différentes prestations et les délais d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions définies par le présent CCAP.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leurs régularisations.

5.1.2 Obligation d'information et de conseil

Le titulaire s'engage à tenir l'OFB informé de manière régulière de l'exécution des prestations.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB pendant toute la durée d'exécution du marché, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

5.2 Obligations de l'OFB

Dès la notification d'un marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission ;
- désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. En cas de défaillance de l'interlocuteur, l'OFB s'engage à pourvoir à son remplacement dans les meilleurs délais. Le chef de projet est garant du bon déroulement des prestations.

Il assure les relations avec le prestataire. Son nom ainsi que ses coordonnées seront communiqués au prestataire au début de l'exécution du marché.

Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

6 TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES ET RGPD

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché. Chaque titulaire prend toutes les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations qu'il détient ou qu'il traite dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ces informations peuvent donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès et de rectification auprès du titulaire.

Sur demande, le titulaire fournit les documents nécessaires attestant qu'il a effectué toutes les démarches réglementaires auprès de la CNIL.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

7 PRIX

7.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais y afférents. En particulier, s'ils existent, les frais d'assurance, de déplacement, de production des livrables et de réunions nécessaires pour l'exécution du marché.

7.2 Forme des prix

Le marché est conclu à prix forfaitaires et unitaires, définitifs et révisables à compter de sa notification.

Ils sont fixés en référence au bordereau de prix unitaires et forfaitaires (BPUF) annexé à l'acte d'engagement.

Les prix indiqués au bordereau de prix unitaires et forfaitaires (BPUF) et annexé à l'acte d'engagement sont révisables.

Pour la première année d'exécution les prix applicables sont ceux remis dans l'offre financière du titulaire. Ensuite, à la demande du titulaire les prix peuvent être révisés annuellement au 1er jour du mois de la date anniversaire de notification de l'accord-cadre. Les prix indiqués dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement sont révisables, à la hausse comme à la baisse, en application de la formule suivante :

$$P = P0 [0,125 + 0,875 (ING n / ING 0)]$$

dans laquelle :

P = Prix révisé hors taxes

P0 = Prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques figurant au mois de notification du marché (mois zéro)

ING 0 = Valeur du dernier indice publié à la date de signature de l'offre du titulaire

ING n = Valeur de l'indice correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations

L'indice est le suivant : ING – Ingénierie - IDENTIFIANT INSEE 001711010

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième arithmétique. En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter l'indice de remplacement publié et, si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

8 MODALITES DE PAIEMENT

8.1 Modalités de paiement des prestations et modalités de facturation

L'ordonnateur est le Directeur Général de l'OFB ou son représentant.

Le comptable assignataire de la dépense chargé du règlement est l'Agent Comptable de l'établissement ou son représentant.

Les factures transmises par voie électronique doivent se conformer aux obligations de l'article 96 F à 96 I bis inclus du Code Général des Impôts, annexe 3.

Une fois chaque prestation admise, le prestataire adressera sa facture munie des mentions nécessaires.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Désignation des parties contractantes du marché et la raison sociale du titulaire ;
- Le numéro du marché : **2024-63** ;
- la nature, désignation et quantité des services facturés ;
- La date de facturation ;
- Le numéro de la facture ;
- Le montant en euros H.T et T.T.C

Le paiement se fait à la validation de la certification du « service fait ». Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

Consécutivement à une mise en place progressive de la facturation électronique, la dématérialisation des factures est devenue obligatoire pour toutes les entreprises y compris pour les Très Petites Entreprises (T.P.E)¹ depuis le 1^{er} janvier 2020.

Les factures doivent donc être envoyées sous forme dématérialisée via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à l'Office Français de la Biodiversité (O.F.B), devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'O.F.B en tant que destinataire de la facture : **13002591900015** ;
- le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande. Il se présente selon le format suivant : format xxx/millésime/n° 7 caractères soit : EJ/ORD/2025/xxxxxxx.

Pour des informations complémentaires, vous pouvez également consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

8.2 Délai de paiement

Conformément à l'article L2192-10 du CCP², les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1^{er} jour du semestre) de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points de pourcentage.

¹ Entreprise de moins de 10 salariés (< 10 salariés)

² CCP = Code de la Commande Publique

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

Le retard de paiement ne constitue pas une clause légale d'interruption des prestations.

8.3 Avance

Sauf s'il y a expressément renoncé en cochant la case prévue à cet effet dans l'acte d'engagement, le titulaire de l'accord-cadre a droit à une avance dans les conditions des articles R2191-7 et R2191-16 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'effectue en totalité par précompte sur les sommes dues au titulaire dans les conditions prévues à l'article R2191-19 du code de la commande publique.

Le taux de l'avance est fixé à 30%. L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

8.4 Acomptes

Des acomptes pourront être versés selon les modalités prévues aux articles aux articles L2191-4 et R2191-20 à R2191-22 du CCP.

Le versement de l'acompte est conditionné à une demande de paiement émise par le titulaire après production par celui-ci d'un compte rendu d'avancement validé par le chef de projet OFB.

Le paiement des acomptes est échelonné en fonction de l'avancement des prestations, comme indiqué ci-après :

Poste	Acompte	Solde
Poste 1 Recensement/comptage/suivi des espèces	50% à mi-suivi du recensement annuel	50% à l'issue du recensement annuel
Poste 2 Saisie/traitement/validation des données recueillies	Pas d'acompte	100% à la réception des fichiers de données brutes du suivi annuel
Poste 3 Rapports/Cartographies/indicateurs	50% à la remise des rapports (analyses, calcul indicateurs, effectifs, cartes... + rapport d'activité des actions de sensibilisation) pour la saison annuelle	50% à validation des rapports (analyses, calcul indicateurs, effectifs, cartes... + rapport d'activité des actions de sensibilisation) pour la saison annuelle

8.5 Nantissement

Les créances résultant du marché peuvent être cédées ou nanties par le titulaire dans les conditions prévues par les articles R2191-46 à R2191-63 du CCP.

9 SOUS-TRAITANCE

9.1 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur (cf. articles R2393-24 et suivants du CCP).

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

En outre, en matière de fourniture, la sous-traitance est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'OFB, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne :

- La nature des prestations sous-traitées envisagée,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues,
- Les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'OFB doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement.

Passé un délai de 30 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (**ou du certificat de cessibilité**), il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

9.2 Avance pour les sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, lorsque le montant de leurs prestations est au moins égal à 600 € TTC.

Il est rappelé que l'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Les sous-traitants de second rang ne sont pas éligibles au paiement direct.

10 CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles, en toutes circonstances et quelle qu'en soit la cause, les informations qui lui sont communiquées dans le cadre des bons de commandes issus du présent accord-cadre.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires.

Aucune information, concernant l'exécution du marché ne peut être communiquée à des tiers, notamment à des cabinets d'étude de marché et instituts de sondage.

Le titulaire et son personnel sont tenus de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret.

Le titulaire prend toutes les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations qu'il détient ou qu'il traite dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ces informations peuvent donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès et de rectification auprès du titulaire.

Sur demande, le titulaire fournit les documents nécessaires attestant qu'il a effectué toutes les démarches réglementaires auprès de la CNIL.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées au titre de l'article 1384 du code civil.

11 PENALITES

11.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire s'expose à des pénalités de retard dès le 1er euro, et, lorsque les délais contractuels sont dépassés, le titulaire encourt sans mise en demeure au préalable, une pénalité dont le montant est défini de la façon suivante :

$$P = V \times R / 200$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité.

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard.

R = le nombre de jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire s'expose aux pénalités forfaitaires suivantes :

Motif de la pénalité	Montant de la pénalité
Absence injustifiée	250 € HT par constatation

11.2 Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L8222-6 du Code du Travail, l'Office Français pour la Biodiversité, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation.

Conformément à l'article L8222-6 du Code du Travail, le titulaire du marché ainsi mis en demeure apporte au Pouvoir Adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut, le marché peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire au titre de la responsabilité pour faute conformément à l'article 41.1.a du CCAG-FCS.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le Pouvoir Adjudicateur applique une pénalité selon les 2 limites suivantes :

- Le montant de la pénalité correspond à 10% du montant H.T des prestations commandées et réalisées qui ont fait l'objet d'un paiement par le pouvoir adjudicateur au titulaire depuis la notification de l'accord-cadre ;
- Le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application de l'article L8224-1, L. 88242 et L8224-5 du Code du Travail.

12 RESILIATION

Seules les dispositions du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

13 ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES

Le titulaire produit dans les dix jours qui précèdent la notification du présent marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, les documents mentionnés à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les certificats fiscaux et sociaux légalement exigibles sont transmis avant notification du présent marché et renouvelés suivant les périodicités légales aux membres du groupement.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché à ses torts sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai.

A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Des pénalités peuvent être appliquées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

14 EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le titulaire doit avertir l'Office Français de la Biodiversité (O.F.B) de toutes évolutions concernant sa vie sociale (changement de dirigeant, changement d'adresse du siège social, transformation de la société, redressement et liquidation judiciaire, etc.), retranscrites au Registre du commerce et des sociétés (RCS) et/ou donnant lieu à une publication dans un journal d'annonces légales et/ou au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC).

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la poursuite de l'exécution ou la résiliation du marché se dérouleront conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

La résiliation du marché consécutivement à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation comprenant notamment les conséquences pécuniaires encourues en cas de dommages corporel ou matériels causés lors de l'exécution du contrat. À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

16 LITIGES - ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Néanmoins, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R2197-1 à R2197-12 et D2197-13 à D2197-22 du CCP).

Ce dernier peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Il recherche les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable et équitable.

Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés Publics³ :

Direction des Affaires Juridiques

Sous-direction de la commande publique

³ La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

Bureau du conseil aux acheteurs
Bâtiment Condorcet - 6 rue Louise WEISS
Télédéc 353 - 75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Conformément aux articles R2197-23 et R2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, il est également possible de consulter le Médiateur des entreprises dont l'intervention est aussi gratuite : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

Tribunal Administratif de Melun

43, rue du Général de Gaulle
Case postale n° 8630
77008 Melun Cedex
Téléphone : 01 60 56 66 30
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

17 DEROGATION AU CCAG-FCS

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS
11.1 - Pénalités de retard pour retard d'exécution	14.1
